

**Assemblée générale**

Soixante-quinzième session

Documents officiels

Distr. générale
19 novembre 2020
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 3^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 8 octobre 2020, à 10 heures

Présidente : M^{me} Bailey (Vice-Présidente) (Jamaïque)
puis : M^{me} O’Hehir (Vice-Présidente) (Australie)

SommaireDébat général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M. Rai (Népal), M^{me} Bailey (Jamaïque), Vice-Présidente, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Débat général (suite)

1. **M. Braquetti** (Monaco) dit qu'à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, alors que la Commission continue de débattre des réformes essentielles à entreprendre face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), il est plus important que jamais que la Commission place l'être humain au centre de ses délibérations. Reconstruire en mieux, c'est reconstruire plus vert. Monaco est l'un des signataires du Leaders' Pledge for Nature (engagement des dirigeants pour la nature), issu du sommet sur la biodiversité qui s'est tenu le 30 septembre 2020 en marge du débat de haut niveau de la présente session de l'Assemblée générale. Cet engagement définit les principes à appliquer en vue d'enrayer l'appauvrissement de la biodiversité, à l'approche des deux prochaines conférences sur le climat, à savoir la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Glasgow, au Royaume-Uni, en novembre 2021 ; et la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui se tiendra à Kunming (Chine) en mai 2021.

2. L'Organisation des Nations Unies doit être plus inclusive, notamment en ce qui concerne les femmes et les jeunes. Le Gouvernement monégasque accorde une attention particulière à l'autonomisation des femmes et à l'éducation des enfants pendant le confinement rendu nécessaire par la pandémie de COVID-19. Convaincu que le relèvement mondial dépendra d'un accès équitable pour tous aux vaccins, Monaco a versé 550 000 dollars à l'Alliance Gavi. Compte tenu de l'incertitude quant à l'évolution de la pandémie et au moment où un vaccin pourrait être disponible, les États Membres devront faire preuve d'une solidarité et d'une volonté politique exceptionnelles pour surmonter la crise.

3. **M^{me} Petrocelli Rojas** (Panama) dit que la pandémie de COVID-19 met en péril les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et accentue les inégalités entre les pays. Dans les pays à revenu intermédiaire comme le Panama, on s'attend à ce que les pertes d'emplois soient plus lourdes que celles

dues à la crise de 2008-2009. Le secteur non structuré de l'économie, qui joue un rôle si important dans les pays en développement et qui est si important pour les femmes, a été gravement touché. La délégation panaméenne insiste sur le fait qu'il importe d'assurer la sécurité des déplacements entre les pays pour relancer le secteur du tourisme. Les chaînes d'approvisionnement mondiales doivent rester opérationnelles, en particulier pour les denrées alimentaires et les médicaments. Le Centre logistique régional d'aide humanitaire, basé au Panama, a déjà contribué à la distribution d'une aide humanitaire et de fournitures médicales à 30 pays de la région.

4. Bien qu'elle représente de nombreux défis à relever, la crise due à la pandémie de COVID-19 ouvre également la possibilité de reconstruire en mieux. La pandémie a démontré qu'il fallait accroître les investissements dans la science, la technologie et l'innovation pour surmonter les inégalités sociales. Elle a également rappelé qu'il était urgent de s'attaquer aux changements climatiques et à l'appauvrissement de la biodiversité. Le repositionnement des activités opérationnelles pour le développement compte tenu des réalités de l'après-COVID revêt d'autant plus d'importance que la communauté internationale entame la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable.

5. **M^{me} Fisher-Tsin** (Israël) déclare qu'avant même la pandémie de COVID-19, le monde n'était déjà pas en voie d'atteindre un grand nombre des objectifs de développement durable. À présent, les économies sont en chute libre, des centaines de millions d'emplois à plein temps ont disparu et l'éducation des enfants est perturbée, les femmes et les filles étant particulièrement menacées. Si ces défis sont redoutables, ils offrent également à l'Organisation des Nations Unies l'occasion de se montrer sous son meilleur jour. La Commission devrait éviter de ressasser des idées révolues et s'intéresser aux questions véritables. La décision prise à la session précédente sur la revitalisation des travaux de la Commission a certes posé un jalon, mais elle a laissé certaines questions sans réponse.

6. À la présente session, la délégation israélienne présentera un projet de résolution sur l'entrepreneuriat au service du développement durable, qui revêt une importance accrue en raison de la pandémie. Les micro, petites et moyennes entreprises représentent l'écrasante majorité des emplois dans les pays en développement. Un renforcement du secteur des entreprises apporterait

des avantages non seulement aux individus, mais aussi aux pouvoirs publics et à la société dans son ensemble. Si la pandémie a apporté des problèmes immenses, elle a également rappelé à quel point le monde était connecté. La coopération multilatérale est plus importante que jamais.

7. **M. Vorshilov** (Mongolie) dit que la pandémie de COVID-19 a accentué les vulnérabilités et les inégalités dans les pays et au niveau international. Dans son rapport consacré au point annuel sur les objectifs de développement durable (E/2020/57), le Secrétaire général a indiqué comment la pandémie avait entraîné la fermeture d'entreprises et d'usines, durement touché les moyens de subsistance de la moitié de la main d'œuvre mondiale et perturbé les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales. Face à la crise, des efforts collectifs et une action multilatérale efficace sont nécessaires pour faire progresser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

8. Des mesures opportunes et ciblées ont permis de réduire à zéro le taux de transmission locale, tandis que des plans de relance économique représentant plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB) ont allégé le fardeau financier des particuliers et des entreprises. La Mongolie a récemment adhéré à l'Accord commercial Asie-Pacifique et continuera de travailler en étroite collaboration avec ses voisins et partenaires en vue de stimuler l'économie et d'améliorer l'accès aux marchés. La délégation mongole se réjouit à la perspective d'aborder les questions inscrites à l'ordre du jour de la présente session de la Commission, notamment le développement, l'investissement, les solutions durables du problème de la dette, l'élimination de la pauvreté, la protection de l'environnement, les changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe, les activités opérationnelles de développement et les besoins particuliers de l'Afrique, des pays les moins avancés, des pays les moins avancés sans littoral et des petits États insulaires en développement. Le projet de résolution sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies sera important pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable et promouvoir une reprise plus forte.

9. Les pays en développement, en particulier ceux qui sont en situation particulière, sont les plus sensibles aux effets de la pandémie de COVID-19, ce qui rend d'autant plus importants l'allègement de la dette et les investissements durables. En tant que pays en

développement sans littoral, la Mongolie accueille avec intérêt le document d'orientation pour la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, et demande instamment aux États Membres, aux partenaires de développement et aux parties prenantes concernées de continuer de soutenir les travaux du Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral.

10. **M. Davies** (Libéria) dit que l'élimination de la pauvreté reste au centre du Programme 2030 et que la coopération internationale et le financement du développement sont indispensables à cet égard. Sans une action décisive, la pandémie de COVID-19 risque de paralyser tout progrès, laissant des millions de personnes de côté. Pour que les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, puissent reconstruire en mieux, il faudrait que toutes les parties prenantes coopèrent pour les soutenir. La délégation libérienne se félicite du Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable, organisé par le Secrétaire général le 18 septembre 2020, qui a permis de définir des grandes orientations pour la décennie d'action et de rétablissement à la suite de la pandémie de COVID-19. Elle se félicite également de la Réunion de haut niveau sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après, organisée par le Secrétaire général le 29 septembre 2020.

11. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence des fragilités structurelles dans le monde entier, et le Libéria ne fait pas exception. Le Gouvernement libérien continue de mettre en œuvre des programmes destinés à lutter contre les inégalités, le déséquilibre entre les sexes et le chômage des jeunes, à assurer l'égalité des chances en matière d'éducation, de santé, de développement de la jeunesse et de protection sociale, et à promouvoir un secteur public inclusif et responsable. Il a entrepris une évaluation de l'impact socioéconomique de la pandémie en vue d'apporter les ajustements nécessaires à ses plans de développement nationaux, en mettant l'accent sur l'inclusion, le développement du capital humain (en particulier pour les jeunes), l'autonomisation des femmes et l'éradication de la pauvreté.

12. **M. Koba** (Indonésie), intervenant par liaison vidéo, dit que la communauté internationale doit reconstruire en mieux au lendemain de la pandémie de COVID-19. L'élimination de la pauvreté doit rester au cœur de tous les efforts de relèvement. Un financement à long terme soutenable et des partenariats multipartites

sont indispensables. Les efforts visant à prévenir la propagation du virus doivent s'accompagner de mesures de relance budgétaire afin d'atténuer l'impact économique de la pandémie. Les mesures de santé publique et les interventions socioéconomiques vont de pair.

13. Des progrès considérables ont été réalisés dans le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement depuis le précédent examen quadriennal complet. Néanmoins, il reste des mandats à exécuter. La prestation de services devrait être améliorée en fonction des priorités nationales, et le financement devrait être plus souple, les ressources de base devant être privilégiées. La coopération multilatérale sera nécessaire pour garantir un accès sûr, abordable et équitable aux vaccins, tests et traitements de la maladie à coronavirus. Le meilleur moyen de développer la résilience face aux chocs futurs est de redoubler les efforts en cours pour mettre en œuvre le Programme 2030, l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).

14. **M. Pérez Ayestarán** (République bolivarienne du Venezuela), dans une déclaration vidéo préenregistrée*, indique que, même au milieu de la pire pandémie subie depuis un siècle, le Venezuela réaffirme son engagement envers le Programme 2030, l'élimination de la pauvreté étant la priorité absolue. Le principe selon lequel nul ne doit être laissé de côté inspire tous les plans nationaux et les programmes sociaux du Gouvernement vénézuélien. La crise de la COVID-19 a mis en évidence les inégalités et menace de réduire à néant les acquis du développement dans le monde entier. Personne ne surmontera cette crise tout seul.

15. Le Venezuela demande la levée immédiate de toutes les mesures économiques coercitives unilatérales qui non seulement violent la Charte des Nations Unies et le droit international, mais sont particulièrement cruelles en période de crise, lorsque l'accès aux médicaments et à la nourriture est d'autant plus vital.

Des financements concessionnels devraient être offerts sans être assortis de conditions politiques. Le service de la dette devrait être suspendu pour tous les pays en développement sans distinction, l'aide publique au développement (APD) devrait être augmentée et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud devrait être renforcée. La coopération internationale au service du développement ne peut être menée sur la base d'un modèle unique ; elle doit être adaptée aux plans de développement nationaux. Les intérêts commerciaux ne doivent pas l'emporter sur ceux de la population.

16. **M. Mahmaminov** (Tadjikistan) indique qu'une crise qui, initialement, concernait la santé publique, s'est transformée en une crise socioéconomique et financière mondiale. La délégation tadjike se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général et les institutions spécialisées, fondations et programmes des Nations Unies pour fournir une assistance en vue de faire face aux répercussions humanitaires et socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. Elle se félicite également de la Réunion de haut niveau sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après, organisée par le Secrétaire général. Même dans les circonstances difficiles actuelles, le Gouvernement tadjik est déterminé à faire progresser sa stratégie nationale de développement, qui est pleinement conforme au Programme 2030.

17. Si la pandémie de COVID-19 est à juste titre au centre de l'attention, d'autres menaces continuent de se profiler, notamment les changements climatiques. Avec les autres membres du groupe des Amis de l'eau, le Tadjikistan promeut un programme mondial pour l'eau et poursuivra ses initiatives visant à organiser des plateformes internationales sur cette question en vue de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), qui doit se tenir à New York du 22 au 24 mars 2021. Au cours de la présente session, le Tadjikistan et les Pays-Bas soumettront à la Commission un projet de résolution visant à arrêter les modalités de cette conférence, sur la base de la résolution 73/226 de l'Assemblée générale et du libellé précédemment convenu, et le représentant du

* Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait une déclaration préenregistrée au format vidéo, en raison des circonstances exceptionnelles dans lesquelles la Commission conduit ses travaux pendant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale et conformément aux modalités d'organisation des travaux de la Commission (A/C.2/75/L.1) et aux dispositions

énoncées dans le document de séance établi par le Bureau concernant les travaux de la Commission à la soixante-quatrième session (A/C.2/75/CRP.2). Le texte de cette déclaration est consigné dans le compte rendu analytique de séance par commodité uniquement, sans que cela ne crée de précédents pour les sessions à venir.

Tadjikistan se réjouit à la perspective de la participation et de l'appui de la Commission.

18. **M. Alhakbani** (Arabie saoudite) déclare que le plan « Vision de l'Arabie saoudite à l'horizon 2030 » est un plan de développement ambitieux dont la réalisation a déjà bien progressé. Il comprend des programmes visant à améliorer la qualité de vie, à développer et à diversifier le secteur financier, à améliorer les soins de santé et le niveau de vie et à accroître la participation du secteur privé dans la fourniture de services publics. Le Royaume investit dans les ressources humaines dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il a également assoupli les restrictions applicables aux visas en vue de développer une industrie du tourisme.

19. En plus des catastrophes naturelles et des guerres perpétuelles qui ralentissent le rythme du développement, le monde est maintenant confronté à la pandémie de COVID-19, qui nécessitera une riposte internationale coordonnée et coopérative. En sa qualité de Président du Groupe des 20, l'Arabie saoudite a convoqué un sommet virtuel extraordinaire le 26 mars 2020 au cours duquel un certain nombre de mesures sans précédent ont été adoptées, notamment l'injection de 11 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale, l'accélération de l'aide aux pays dans le besoin et la suspension des paiements du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Le Royaume a pour sa part contribué à hauteur de 500 millions de dollars aux efforts internationaux de lutte contre les effets de la pandémie.

20. **M. Gastorn** (République-Unie de Tanzanie) dit qu'alors que s'ouvre la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, la pandémie de COVID-19 a mis en relief les inégalités mondiales et le manque d'uniformité des progrès réalisés dans le cadre du Programme 2030. Pour que les défis que représente la réalisation des objectifs de développement durable soient relevés, il faudrait que les partenariats mondiaux soient équilibrés en regard de la contribution toujours plus importante qui est attendue de la mobilisation des ressources nationales. Une action efficace et progressive est nécessaire pour faire face aux changements climatiques tout en atténuant leurs effets. La présente session devrait également porter sur l'élimination de la pauvreté et le maintien de l'équilibre entre les trois dimensions du développement durable. Dans l'intervalle, l'Initiative de suspension du service de la dette, le programme d'aide humanitaire du Secrétaire général, le Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement et le programme

d'aide de la Banque mondiale apporteront tous une aide bienvenue aux pays en développement.

21. **M. Ismail** (Afrique du Sud) dit que la pandémie de COVID-19, outre qu'elle a déjà emporté plus d'un million de vies, met en évidence les faiblesses des infrastructures dans les pays pauvres et plonge les économies dans la tourmente. Pour reconstruire en mieux, il sera essentiel de mener une action multilatérale coordonnée, en accordant toute l'attention nécessaire à l'égalité des genres. Les communautés économiques régionales d'Afrique ont lancé une stratégie à l'échelle du continent, l'Union africaine ayant pour sa part créé le Fonds COVID-19 et la Plateforme africaine de fournitures médicales. Le représentant de l'Afrique du Sud souligne que les efforts de relèvement mettront l'accent sur des solutions novatrices et respectueuses de l'environnement, conformément au programme African Green Stimulus (programme d'incitation écologique africain) proposé.

22. La pandémie appelle une riposte multilatérale donnant lieu à une intensification de l'aide financière, du soutien technologique et de l'appui au renforcement des capacités pour des projets d'infrastructure à grande échelle. Le financement devrait prendre la forme de dons et non de prêts consentis aux conditions du marché, qui sont souvent assortis de conditionnalités et de ratios de cofinancement qui excluent dans les faits les pays en développement et aggravent l'engrenage de la dette. Le financement des entreprises dirigées par des femmes sera d'une importance décisive.

23. Pour contrer les effets de la pandémie sur l'économie nationale, le Gouvernement sud-africain a lancé un train de mesures économiques de plus de 30 milliards de dollars, qui incluent l'assurance chômage et des garanties de prêts pour soulager les petites et moyennes entreprises. Aucun effort n'a été épargné pour protéger les personnes les plus vulnérables. Le représentant de l'Afrique du Sud tient également à rappeler à l'attention de la Commission l'épuisement des ressources nationales causé par les flux financiers illicites et exprime le soutien de sa délégation aux recommandations du Groupe de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation du Programme 2030.

24. **M. Budhu** (Trinité-et-Tobago) déclare que dans son pays, la pandémie de COVID-19 a provoqué une crise multiple, comprenant une situation d'urgence pour la santé publique et des perturbations socioéconomiques généralisées qui seront lourdes de conséquences pour le

développement durable. Le Programme 2030 devrait servir de plan directeur mondial pour reconstruire en mieux, en mettant l'accent sur des mécanismes d'intervention novateurs, des instruments financiers renforcés et des partenariats et investissements public-privé à plus grande échelle. Malheureusement, nombre de petits États insulaires en développement tels que la Trinité-et-Tobago risquent de se voir refuser l'accès à l'appui au relèvement et à des prêts concessionnels qui leur sont indispensables, en raison d'un critère d'admissibilité fondé sur le revenu par habitant qui n'a plus lieu d'être. La Trinité-et-Tobago se joint à l'appel lancé par l'Alliance des petits États insulaires en faveur d'un pacte des petits États insulaires en développement visant à concevoir des mesures ciblées sur la base d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel qui reflète avec précision leur situation particulière au regard du développement.

25. Les délibérations de la Commission sur l'examen quadriennal complet seront d'une importance capitale pour renforcer le soutien de l'Organisation des Nations Unies aux gouvernements qui font face à la pandémie. Le système de développement des Nations Unies ne devrait pas appliquer un modèle unique, mais adopter une approche multidimensionnelle fondée sur les besoins spécifiques des pays concernés, qui garantisse la prise en main des programmes par ces derniers. La pandémie a encore accru l'importance du Programme 2030 et de l'Accord de Paris. Comme les autres États des Caraïbes, la Trinité-et-Tobago a dû affronter la COVID-19 pendant une saison des ouragans particulièrement virulente. Cette situation crée des obstacles particuliers sur la voie du relèvement, mais elle offre aussi l'occasion d'adopter de nouvelles approches pour renforcer la résilience, réduire les risques de catastrophe et atténuer l'impact des changements climatiques. La Trinité-et-Tobago vient de présenter, en juillet 2020, son premier examen national volontaire au forum politique de haut niveau pour le développement durable. Au cours de cette présentation, elle a souligné les mesures qu'elle a prises pour réduire autant que possible la contraction de l'activité économique, maintenir les activités essentielles et assurer la santé et le bien-être de ses habitants.

26. **M. Caballero Gennari** (Paraguay) déclare que, même avant la pandémie de COVID-19, la communauté internationale admettait que les efforts déployés pendant les cinq premières années de la mise en œuvre du Programme 2030 avaient été insuffisants ; c'était l'une des raisons qui avaient motivé le lancement de la décennie d'action en faveur des objectifs de

développement durable. Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son point annuel sur les objectifs de développement durable, la pandémie de COVID-19 menace de ralentir davantage ces progrès. La communauté internationale doit saisir l'occasion de se remettre sur la voie pour tenir les promesses du Programme 2030, de l'Accord de Paris et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Le Gouvernement paraguayen a lancé plusieurs initiatives qui donnent la priorité à l'élimination de la pauvreté et à la protection des plus vulnérables, et il est reconnaissant du soutien qu'il a reçu de pays amis et d'organisations internationales. Il sera indispensable, pour le relèvement, de poursuivre les efforts en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, de préserver le système commercial international et de maintenir en activité les chaînes d'approvisionnement internationales.

27. La délégation paraguayenne exhorte les États Membres à ne pas négliger les autres obstacles sur la voie du développement, notamment les changements climatiques, qui sont particulièrement préoccupants. Le Paraguay a souscrit au Leaders' Pledge for Nature (engagement des dirigeants pour la nature) et, en tant que pays en développement sans littoral, a approuvé les conclusions du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 (A/74/113).

28. **M^{me} Mudallali** (Liban) dit que la crise actuelle a déjà emporté plus d'un million de vies et qu'elle va, prévoit-on, faire replonger plus de 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, anéantir 500 millions d'emplois et faire souffrir de sous-alimentation 132 millions de personnes en 2020. Alors que s'engage la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, des solutions politiques novatrices et inclusives s'imposent pour remédier aux pénuries de liquidités, éviter une éventuelle crise de la dette, élargir la protection sociale et mettre un terme aux flux financiers illicites. Les institutions financières internationales, le secteur privé et la société civile seront des partenaires clés dans la création de solutions fondées sur la solidarité, la responsabilité et l'éthique.

29. Le 4 août 2020, la résilience du Liban a été mise à l'épreuve une fois de plus par suite d'une terrible explosion à Beyrouth qui, selon la Banque mondiale, entraînera des pertes matérielles d'un montant de

4,5 milliards de dollars. La représentante du Liban se réjouit du soutien rapide apporté à la suite de l'appel éclair de l'Organisation des Nations Unies et par les partenaires et amis internationaux, mais avertit qu'une mobilisation de ressources supplémentaires sera nécessaire pour un relèvement complet. Avant même l'explosion, le Liban était aux prises avec une crise économique et sociale aggravée par le conflit en Syrie et avec la pandémie de COVID-19. Le Liban est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde en proportion de sa population. Si l'on veut qu'il continue d'assurer ce service public mondial, il faudrait qu'il puisse bénéficier de prêts fortement concessionnels et de dons pour soutenir son infrastructure surchargée. En avril 2020, le Liban a adopté un plan de relance national qui prévoit un exercice élargi de son droit souverain d'exploiter ses ressources pétrolières et gazières. Il a engagé en mai 2020 avec le Fonds monétaire international (FMI) des discussions sur un programme complet d'assistance.

30. Selon les prévisions, les pays arabes, en particulier, ne sont pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030, et le Liban ne fait pas exception. Une mesure qui pourrait être utile à cet égard serait la réduction du coût des envois de fonds, qui selon le FMI représentent 14 % du PIB des États touchés par un conflit dans la région, mais qui ont considérablement diminué en raison de la pandémie. La communauté internationale devrait mobiliser tous les moyens disponibles pour mettre en œuvre le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et les conclusions et recommandations concertées du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement. La représentante du Liban préconise en particulier un élargissement de l'Initiative de suspension du service de la dette. Le système de développement des Nations Unies doit être doté de capacités adéquates pour faire face aux pandémies et aux catastrophes mondiales, ainsi que pour mettre en œuvre des programmes de relèvement durables, inclusifs et résilients, fondés sur des priorités claires. La délégation libanaise préconise un dialogue constructif dans les négociations relatives au projet de résolution sur l'examen quadriennal complet des politiques. Enfin, elle engage une fois de plus les États Membres à adopter la résolution annuelle relative à la marée noire sur les côtes libanaises.

31. **M. Carazo** (Costa Rica) dit que les conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 ont frappé le plus durement les groupes les plus vulnérables, ont mis à nu les lacunes structurelles des systèmes

politiques, économiques et sociaux et ont accentué les inégalités dans les pays et au niveau international. La technologie numérique doit être exploitée pour réaliser plus rapidement une reprise verte et promouvoir l'économie orange. Le Gouvernement costaricien investit dans l'éducation afin de promouvoir la science, la technologie et l'innovation, et a lancé conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) une banque de connaissances sur la COVID-19.

32. Une reprise durable devrait inclure des mesures visant à délaissier les combustibles fossiles et à atteindre l'objectif de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5 degré Celsius. L'exploitation des ressources doit être respectueuse de l'environnement. Le Costa Rica prend des mesures pour promouvoir une exploitation viable des terres et réservera 30 % de ses zones marines à la préservation d'ici à 2030. Le Costa Rica a souscrit au Leaders' Pledge for Nature (engagement des dirigeants en faveur de la nature).

33. Le représentant du Costa Rica souligne que la décentralisation est essentielle pour créer des sociétés durables et inclusives. La communauté internationale devrait promouvoir des conditions propices à la mise en œuvre du Programme 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai, en même temps que des objectifs ambitieux en matière de biodiversité. Cela signifie qu'elle doit créer l'espace budgétaire nécessaire à cet effet en accordant un allègement de la dette, en assurant des apports financiers et en respectant les engagements pris au titre de l'APD. Il convient de tenir dûment compte de la nature multidimensionnelle de la pauvreté et du développement, de manière à ce que les besoins et le potentiel de chaque pays soient pris en considération. Le 25 septembre 2020, le Costa Rica a présenté un projet de fonds d'aide économique aux pays touchés par la COVID-19, qui prévoit des prêts concessionnels à long terme à taux fixe pour les pays en développement. La communauté internationale doit avoir une idée précise des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable.

34. **M. Al-dobhany** (Yémen) dit qu'à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'Organisation et du début de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, outre la liste habituelle des points inscrits à son ordre du jour, la Commission doit se pencher sur les répercussions socioéconomiques de la pandémie de COVID-19, qui ignorent les frontières géographiques ou politiques et

auxquelles il faudra faire face par la coopération internationale. Les pays les moins avancés, et en particulier les pays en situation de conflit ou sortant d'un conflit, sont les plus vulnérables et devraient bénéficier d'un accès facilité à l'information et aux vaccins.

35. Le Yémen en est à la sixième année après le coup d'État mené par les milices houtistes contre le gouvernement légitime. Les conséquences pour le développement ont été dévastatrices, entraînant la pauvreté et le chômage généralisés et mettant la majorité de la population au bord de la famine. Malgré cela, le Gouvernement yéménite a continué à faire tout ce qui était en son pouvoir, dans la limite de ses moyens, pour maintenir les administrations publiques et l'économie en état de marche. La Banque centrale a été transférée de Sanaa à la capitale temporaire, Aden, et des ressources sont fournies aux provinces libérées pour payer les traitements des fonctionnaires. Malheureusement, les milices ont continué à imposer des taxes excessives et à utiliser le produit de ces taxes pour financer leur guerre contre les aspirations du peuple yéménite.

36. Enfin, le représentant du Yémen exprime le soutien de sa délégation à la réforme du système de développement des Nations Unies et demande instamment aux organismes des Nations Unies d'incorporer une composante développement dans les programmes d'aide humanitaire afin de réduire la dépendance et d'accroître l'autonomie.

37. *M^{me} O'Hehir (Australie), Vice-Présidente, assume la présidence.*

38. **M^{me} Al-Thani** (Qatar) dit que son pays a rapidement pris des mesures pour faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment en passant à l'enseignement à distance sans aucune interruption de l'éducation des enfants. Le Qatar a fourni une assistance médicale à quelque 78 États et a versé des contributions de 20 millions de dollars à l'Alliance Gavi et de 10 millions de dollars à l'OMS. Le plan Vision du Qatar à l'horizon 2030 a continué à servir de cadre national solide pour le développement durable. Le Qatar a présenté deux examens nationaux volontaires au forum politique de haut niveau et compte présenter son troisième en 2021.

39. Le Qatar accueillera la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en janvier 2022. En 2018, il a annoncé qu'il apporterait un financement pluriannuel de 500 millions de dollars sous

forme de contributions non préaffectées à l'appui des organismes des Nations Unies, dont 20 millions de dollars pour les laboratoires d'accélération du système des Nations Unies pour le développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Au Sommet de 2019 sur l'action climatique, le Qatar a annoncé une contribution de 100 millions de dollars pour aider les petits États insulaires en développement à faire face aux changements climatiques, et le Fonds du Qatar pour le développement s'emploie à élaborer un plan décennal pour que cette promesse se traduise par des progrès sur le terrain. Même s'il continue de faire face au siège injuste et illicite qui lui est imposé sous des prétextes fallacieux, le Qatar s'engagera dans la coopération internationale pour atteindre les objectifs de développement durable.

40. **M. Ja'afari** (République arabe syrienne) dit qu'en dépit de circonstances exceptionnelles, son pays a présenté son premier examen national volontaire au forum politique de haut niveau lors de la session de 2020. La stratégie de la Syrie à l'horizon 2030 représente la prise en main par le pays du Programme 2030. La communauté internationale devrait apporter à la République arabe syrienne l'aide au développement dont celle-ci a besoin, sans tenter de politiser cette action.

41. Le 26 mars 2020, le Secrétaire général a demandé la levée des sanctions qui risquaient de compromettre la capacité des pays de faire face à la pandémie. Dans son récent rapport ([A/75/209](#)), la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme a détaillé les effets de ces mesures pendant la pandémie de COVID-19. Le 23 mars 2020, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a demandé un assouplissement des sanctions en raison de leur impact sur les soins de santé et les droits de l'homme.

42. Le représentant de la République arabe syrienne tient à nouveau à appeler l'attention de la Commission sur l'importance de la résolution annuelle relative à la souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles. La délégation syrienne attend avec intérêt la mise en place de partenariats internationaux pour surmonter les obstacles au développement – y compris les nouveaux défis à relever par suite de la pandémie de COVID-19 – sur la base des principes de souveraineté nationale, de respect du droit international et de neutralité politique.

43. **M^{me} Supatashvili** (Géorgie) déclare qu'à moins de 10 années de l'horizon fixé pour achever le Programme 2030, la pandémie de COVID-19 menace d'emporter les progrès réalisés ces cinq dernières années. Les populations les plus vulnérables sont le plus durement touchées par les conséquences sanitaires, socioéconomiques et humanitaires de la crise. Le Plan de réponse humanitaire global COVID-19 et l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de COVID-19 et après pourraient être d'une grande utilité pour donner forme à une réponse internationale.

44. Avant la pandémie, la Géorgie était passée de la tranche inférieure à la tranche supérieure dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, selon la classification de la Banque mondiale, et en 2019, elle enregistrait le taux de chômage le plus bas depuis près de 20 ans. Même si la Géorgie a remporté un succès exemplaire sur le plan médical face à la pandémie, la crise met en danger ses progrès économiques. Le Gouvernement géorgien a élaboré un plan national qui établit un équilibre entre la protection des vies humaines et l'atténuation des effets économiques de la crise. La Géorgie a veillé, malgré la crise, à présenter son deuxième examen national volontaire au forum politique de haut niveau en juillet 2020.

45. Si la COVID-19 représente la menace la plus immédiate, les changements climatiques et la crise de la biodiversité restent des problèmes à long terme qui ne peuvent être négligés. La seule façon de reconstruire en mieux est d'assurer une reprise verte ancrée dans les engagements du Programme 2030, de l'Accord de Paris et des objectifs mondiaux concernant la biodiversité. La Géorgie a mis à jour en conséquence ses contributions prévues déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle a également créé un conseil des changements climatiques, proposé un plan d'action pour le climat 2021-2030 et fixé des cibles à long terme, à l'horizon 2050, pour les émissions de carbone. Elle a en outre déposé, le 16 juin 2020, sa ratification de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto relatif à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La représentante de la Géorgie regrette de constater que les habitants des régions de Géorgie occupées par la Russie – à savoir l'Abkhazie et la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud – ne peuvent bénéficier des mesures prises par le Gouvernement géorgien et sont laissés de côté en raison de l'occupation.

46. **M^{me} Vives Balmaña** (Andorre) dit que la pandémie de COVID-19 est venue s'ajouter à une liste

de problèmes urgents qui comprenaient déjà les changements climatiques, la pauvreté, l'appauvrissement de la biodiversité et l'insécurité alimentaire. La période de relèvement sera l'occasion de restructurer la relation entre le développement économique et le milieu naturel. La délégation andorrane accueille avec intérêt le rapport du Secrétaire général relatif à l'application de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ([A/75/79-E/2020/55](#)).

47. L'Andorre a souscrit au Leaders' Pledge for Nature (engagement des dirigeants en faveur de la nature) et a pris un certain nombre de mesures pour préserver son patrimoine naturel, notamment en adoptant une stratégie nationale de biodiversité pour la période 2016-2024 et en participant à l'Observatoire pyrénéen du changement climatique. Parmi ses contributions prévues déterminées au niveau national, l'Andorre s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Une loi sur l'économie circulaire est également en cours d'adoption.

48. Comme l'a relevé Secrétaire général dans sa note de synthèse relative à l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire, la pandémie menace les approvisionnements alimentaires au point de mettre des vies en danger. La représentante andorrane espère que le Sommet mondial sur les systèmes alimentaires prévu pour 2021 débouchera sur des mesures concrètes qui permettront de remédier à cette situation. À l'occasion de la première Journée internationale de sensibilisation aux pertes et gaspillages de nourriture, observée le 29 septembre 2020, l'Andorre a présenté conjointement avec Saint-Marin une proposition concernant les meilleures pratiques permettant de réduire le gaspillage de nourriture.

49. **M^{me} Tshering** (Bhoutan) dit qu'alors que le monde place ses espoirs dans un vaccin contre la COVID-19, la délégation du Bhoutan accueille avec intérêt la note de synthèse de l'Organisation des Nations Unies sur la COVID-19 et la couverture sanitaire universelle, et demande que les diagnostics, les thérapies et les vaccins soient reconnus comme des biens publics mondiaux auxquels tous devraient avoir un accès égal. Entre-temps, ce sont les pays les moins avancés, comme le Bhoutan, qui souffrent le plus des conséquences économiques de la pandémie. Le tourisme, la construction et l'agriculture sont autant d'activités qui ont marqué le pas au Bhoutan ; le chômage augmente et la croissance du PIB ralentit. Le Gouvernement du

Bhoutan a adopté un certain nombre de mesures budgétaires pour venir en aide aux groupes les plus vulnérables de la société et a révisé son plan de développement national afin de privilégier dans un premier temps les investissements destinés à revitaliser l'économie rurale et à créer des emplois.

50. Le Gouvernement du Bhoutan, en quête de nouvelles sources de financement fiables, a émis sa toute première obligation garantie, et cet emprunt a été sursouscrit, ce qui démontre que même un pays moins avancé peut recourir à de tels instruments en complément des sources de financement habituelles telles que l'APD et les prêts concessionnels. L'appui technique fourni pour cette émission obligataire par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique est un exemple du rôle catalyseur que peut jouer le système des Nations Unies pour le développement. Le Bhoutan continuera de soutenir la revitalisation du système des coordinatrices et coordinateurs résidents et la réorganisation des ressources régionales pendant les négociations sur l'examen quadriennal complet.

51. La crise actuelle aura inévitablement des conséquences pour la transition prévue du Bhoutan, qui devait sortir de la catégorie des pays les moins avancés. Le plan de développement national du Gouvernement, qui avait été conçu à l'origine pour résoudre les problèmes du « dernier kilomètre » à parcourir pour effectuer cette transition en douceur d'ici à 2023, a dû être remanié pour faire face au défi immédiat de la pandémie. De même, l'impact de la crise sur la mise en œuvre du Programme 2030 devra être pris en considération lorsque le Bhoutan présentera son deuxième examen national volontaire au forum politique de haut niveau en juillet 2021. Enfin, la représentante du Bhoutan souligne qu'il ne faut pas négliger la crise climatique et les menaces qui pèsent sur la biodiversité, à l'approche des deux conférences sur les changements climatiques qui se tiendront à Glasgow (Royaume-Uni) et à Kunming (Chine).

52. **M. Beleffi** (Saint-Marin) déclare que la pandémie crée non seulement une crise sanitaire, mais aussi une crise humanitaire et sécuritaire qui a accentué les problèmes structurels préexistants dans les pays et entre les nations. En effet, la pandémie révèle la fragilité d'un monde aux prises avec des systèmes de santé inadéquats, des défaillances de la protection sociale, des inégalités structurelles et une crise climatique.

53. Face à la crise sanitaire, le système des Nations Unies ne se contente pas d'intensifier la fourniture d'une

aide humanitaire vitale, mais il met également en place des instruments permettant de réagir rapidement aux conséquences socioéconomiques. Saint-Marin se félicite à cet égard du plan stratégique de préparation et de riposte de l'OMS, du Plan de réponse humanitaire global COVID-19 et de la création du Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement. L'Organisation des Nations Unies devrait prendre la tête d'une riposte collective et multilatérale à la crise.

54. Si la crise met en péril les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, elle offre également une occasion unique de procéder à un redressement transformateur qui, à terme, rendra les sociétés plus inclusives et plus viables. Il faudrait toutefois redoubler la cadence et l'ampleur de la riposte internationale pour parvenir à ce résultat.

55. **M^{me} Fatima** (Bangladesh) dit que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les faiblesses de l'architecture économique mondiale, les pays les moins avancés et les groupes les plus pauvres et les plus marginalisés de la société étant le plus durement touchés. Au Bangladesh, la diminution des recettes d'exportations de produits manufacturés et celle des envois de fonds ont été dévastatrices. Le Gouvernement bangladais a été contraint de mettre en place le plus grand plan de relance de l'histoire du pays, d'une valeur de quelque 13,25 milliards de dollars. Le monde entier est au seuil d'une récession et l'on s'attend à ce que des millions de personnes perdent leur emploi.

56. Pour venir à bout du virus, il faudra avant tout assurer un accès universel et abordable aux vaccins ; Le Bangladesh est prêt à contribuer à la production de masse du vaccin si le savoir-faire technique et les brevets sont partagés. Il a codirigé un groupe de discussion à la Réunion de haut niveau sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après. Il faut renforcer les mesures de relance budgétaire dans les pays les moins avancés, ainsi que les financements à des conditions concessionnelles et l'allègement de la dette en leur faveur, et des plans de relance spéciaux doivent être conçus pour aider les pays sortant de cette catégorie à ne pas y retomber. Le Bangladesh a adopté un indice national de pauvreté multidimensionnelle pour identifier les personnes les plus exposées aux conséquences de la pandémie.

57. Le Bangladesh a contribué à l'adoption de la déclaration conjointe sur l'impact de la COVID-19 sur les migrants, publiée le 20 juin 2020 au nom de 103 pays, qui a mis en évidence les graves conséquences

de la crise pour les travailleurs migrants et les envois de fonds au niveau mondial. La dégradation des marchés et la perturbation des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial ont réduit les réserves de liquidités et de change, et il est donc d'autant plus important que les économies avancées tiennent enfin leurs promesses concernant l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingentement, l'appui technologique et un meilleur accès des micro, petites et moyennes entreprises au financement. Si la pandémie a démontré le caractère indispensable des services numériques, elle a également mis en évidence la fracture numérique.

58. Enfin, la pandémie a mis en évidence l'insuffisance de l'action mondiale face aux changements climatiques et à l'appauvrissement de la biodiversité, ainsi que la nécessité pour les économies avancées de prendre des engagements plus audacieux à l'approche des deux prochaines conférences sur les changements climatiques, à Glasgow (Royaume-Uni), et à Kunming (Chine).

59. **M^{me} Luo (Singapour)** dit que la pandémie de COVID-19 a plongé l'économie mondiale dans sa pire récession depuis la crise économique des années 30. Non seulement cette crise met en péril les acquis du développement, mais elle attise le nationalisme et les tensions géopolitiques qui menacent de fragmenter davantage la communauté mondiale. La communauté internationale doit s'atteler à la triple tâche de garantir la santé et la sécurité, d'apporter une riposte coordonnée face aux conséquences de la pandémie et de jeter les bases d'un relèvement durable et inclusif. La coopération internationale dirigée par les organismes des Nations Unies sera indispensable pour préserver les acquis et progresser dans la réalisation des objectifs de développement.

60. Pour reconstruire en mieux, il sera essentiel de disposer d'un système multilatéral ouvert et fondé sur des règles plus solide et de renforcer le filet de sécurité financière mondial. Singapour est résolue à maintenir la pertinence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et s'est employée avec 22 autres pays à établir l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire. Les ressources du FMI et de la Banque mondiale devraient être reconstituées pour aider les pays en développement à faire face à l'augmentation de la dette et au ralentissement de la croissance économique. La circulation internationale sans entrave des biens et services essentiels est indispensable pour le relèvement après la crise de la COVID-19. Singapour s'est employée, en partenariat

avec d'autres pays, à améliorer la résilience, la diversité et l'intégration des chaînes d'approvisionnement, et a signé la déclaration ministérielle conjointe sur la connectivité des chaînes d'approvisionnement publiée en mai 2020.

61. En tant que nation maritime, Singapour invite toutes les parties prenantes à apporter leur concours pour faciliter les relèves d'équipage et assurer le bien-être des gens de mer. Le Gouvernement singapourien, qui a lancé un certain nombre d'initiatives nationales pour aider les entreprises à s'adapter aux nouvelles réalités et à saisir de nouvelles occasions, fera part de son expérience à ce sujet dans le cadre du Programme de coopération de Singapour. Dans le cadre de la préparation des discussions sur l'examen quadriennal complet, le système des Nations Unies pour le développement doit disposer de mandats précis pour assurer efficacement des services aux pays en développement.

62. **M^{me} Hettiwelige (Sri Lanka)** dit que la pandémie de COVID-19 a mis au grand jour les inégalités mondiales et menace d'annuler les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Toutes les possibilités de partenariat et toutes les synergies potentielles devraient être exploitées au cours de la décennie d'action.

63. Le cadre de politique nationale de son pays, intitulé « Vistas of Splendour », privilégie les approches technologiques centrées sur les personnes. Le Gouvernement sri-lankais a réorganisé les portefeuilles ministériels et créé un conseil du développement durable chargé de suivre et d'évaluer les mesures prises pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Conseil a récemment lancé un portail pour suivre les indicateurs de suivi des objectifs et les diffuser. Sri Lanka a aussi mis en place récemment une équipe présidentielle spéciale chargée du renouveau économique et de l'élimination de la pauvreté. Le Gouvernement sri-lankais a substitué les transferts en espèces à d'autres formes de complément de revenu, en vue de promouvoir la distanciation sociale parmi les populations à haut risque. La technologie numérique est utilisée pour relier les agriculteurs aux fournisseurs et aux consommateurs et pour assurer une éducation ininterrompue aux étudiants. L'OMS a félicité Sri Lanka pour l'efficacité avec laquelle son système de soins de santé universel gratuit avait permis de contenir la COVID-19 et de réduire le nombre de décès. Sri Lanka a été l'un des premiers pays d'Asie à rouvrir les écoles et a même tenu une élection pendant l'épidémie. Le

Conseil mondial pour les voyages et de tourisme l'a désignée comme une destination de voyage sûre.

64. Néanmoins, l'alourdissement de la charge de la dette, les sorties de capitaux, la dépréciation de la monnaie, la réduction des transferts de fonds et la diminution des recettes d'exportation sont autant d'éléments apportés par la pandémie dont les effets sont trop dévastateurs pour qu'aucun pays en développement puisse les gérer à lui seul. La délégation sri-lankaise accueille avec intérêt l'Initiative pour le financement du développement à l'ère de COVID-19 et après lancée par le Secrétaire général et invite instamment les États Membres à honorer leurs engagements au titre de l'APD. Une quarantaine d'années après l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement, la coopération Sud-Sud continue d'offrir des solutions viables aux problèmes de développement, à condition qu'elle vienne compléter l'APD et non s'y substituer.

65. Pour reconstruire en mieux après la pandémie, il faudra également continuer de prêter attention aux changements climatiques. La délégation sri-lankaise espère que les deux prochaines conférences sur les changements climatiques, qui se tiendront à Glasgow (Royaume-Uni) et à Kunming (Chine), seront couronnées de succès. Elle se félicite d'avoir participé au tout premier sommet sur la biodiversité organisé par le Président de l'Assemblée générale lors du débat général de septembre 2020. Sri Lanka participe activement à plusieurs initiatives de préservation des ressources naturelles et appelle à des efforts conjoints pour protéger les ressources et les habitats marins dans l'océan Indien. Le Gouvernement sri-lankais tient à remercier le PNUD de son soutien aux initiatives nationales dans les domaines de l'agriculture intelligente face aux changements climatiques, de la remise en état des réseaux d'irrigation, de la collecte des eaux de pluie et de l'eau potable.

66. **M. Paolino Laborde** (Uruguay) dit qu'à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, le monde est confronté à une crise qui exige des solutions multilatérales. La délégation uruguayenne demande à la communauté internationale de rejeter le nationalisme et le protectionnisme qui risquent de perturber les chaînes d'approvisionnement en médicaments et en matériel nécessaires pour faire face à la pandémie de COVID-19. Une attention particulière doit être accordée aux

groupes les plus vulnérables, qui ont été le plus durement touchés.

67. Alors que s'ouvre la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, il convient de redoubler d'efforts pour réaliser le Programme 2030. L'Uruguay présentera en 2021 son troisième examen national volontaire des objectifs de développement durable.

68. Il convient de renforcer les capacités institutionnelles des organismes des Nations Unies pour faire face aux différents défis. Sur le plan intérieur, Uruguay envisage le développement durable selon une approche globale qui consiste à s'attaquer à une série de questions qui incluent l'état de droit, la démocratie, les droits de l'homme, la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance. Les efforts internationaux devraient être axés sur l'élimination de la pauvreté, le respect des engagements au titre de l'APD, les autres formes de financement, l'élimination de la fracture numérique et la bonne gestion de l'environnement.

69. L'engagement constant du Gouvernement uruguayen à l'égard de l'Accord de Paris s'est traduit par la création récente d'un ministère de l'environnement. Ce nouvel organe renforcera un programme national conçu pour promouvoir un développement durable plus productif tout en intégrant des mesures efficaces d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

70. La délégation uruguayenne se félicite de la tenue du sommet sur la biodiversité, récemment convoqué par le Président de l'Assemblée générale, au cours duquel l'Uruguay a souligné son engagement à promouvoir une utilisation viable de la biodiversité et la préservation des ressources naturelles.

71. Il est regrettable que des pays comme l'Uruguay, classés dans la catégorie des pays à revenu élevé, soient privés d'accès au financement à des conditions concessionnelles. Le représentant de l'Uruguay demande instamment à la communauté internationale de reconsidérer l'utilisation de classifications basées uniquement sur le revenu par habitant, pour s'orienter vers des indicateurs plus nuancés qui tiennent compte des multiples aspects du développement. Enfin, il exprime le soutien de la délégation uruguayenne au Plan d'action de coopération numérique, qui pourrait aider les pays à surmonter la fracture numérique.

72. **M^{me} Barros** (Timor-Leste) déclare qu'en dépit des progrès réalisés dans un certain nombre de domaines, l'ambition du Timor-Leste de passer à la catégorie des

pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure, d'ici à 2030 reste compromise. Petit État insulaire exposé aux catastrophes liées au climat, son pays voit l'action qu'il mène pour atteindre les objectifs de développement durable mise à rude épreuve par la pandémie de COVID-19, qui a réduit à néant les progrès réalisés par les groupes marginalisés et a mis en évidence les inégalités. Le plan de relance national en deux étapes du Gouvernement du Timor-Leste vise d'abord à atténuer les effets immédiats de la crise, puis à adopter des mesures propres à assurer un changement viable, mettant l'accent sur le système de santé et sur la mise en place d'une économie résiliente et diversifiée.

73. Le Timor-Leste attache une grande importance aux discussions relatives à l'examen quadriennal complet, étant donné le soutien vital apporté par l'équipe de pays des Nations Unies à ses efforts de développement. Considérant que la lutte contre les changements climatiques est tout aussi décisive que l'investissement pour son avenir économique, le Timor-Leste s'est fixé pour objectif de produire d'ici à 2030 50 % de son énergie à partir de ressources écologiquement durables et met en œuvre un certain nombre de mesures de préservation et de réhabilitation de l'habitat. Pour assurer la cohésion sociale de sa société, le Timor-Leste a fourni des services à toutes les communautés sans discrimination. La communauté internationale doit faire preuve du même esprit de solidarité en soutenant les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en situation de conflit ou sortant d'un conflit. Cela devrait inclure un accès aux vaccins contre la COVID-19, un financement adéquat, une aide pour le commerce et un allègement de la dette.

74. **M. Cuéllar Suárez** (État plurinational de Bolivie) dit que la délégation bolivienne se félicite de la pertinence du thème « Reconstruire en mieux », choisi pour le débat général, et accueille avec intérêt l'Initiative sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et après. Les pays en développement subissent une diminution massive des recettes d'exportation, des envois de fonds, de l'investissement étranger direct et de l'APD par suite de la pandémie. Dans ces conditions, le représentant de la Bolivie demande aux institutions de Bretton Woods de revoir leurs classifications de pays, basées uniquement sur le revenu par habitant. Il invite aussi instamment les pays développés à conclure un nouvel accord sur la dette qui permette aux pays en développement de surmonter leurs difficultés actuelles et d'atteindre les objectifs de développement durable.

75. La gravité et l'imprévisibilité croissantes des phénomènes climatiques ont mis en évidence la relation entre la santé de la planète et celle de sa population humaine. La croissance démographique et l'utilisation non viable des terres entraînent une perte de la couverture forestière et un appauvrissement de la biodiversité qui se rapprochent du point de non-retour. Pays connu pour la diversité de sa flore et de sa faune, l'État plurinational de Bolivie a souscrit au Leaders' Pledge for Nature (engagement des dirigeants en faveur de la nature), issu du sommet sur la biodiversité qui s'est tenu en marge de la présente session, et prend des mesures pour s'attaquer aux problèmes environnementaux – tels que les variations des précipitations – qui préoccupent tout particulièrement sa population autochtone.

76. Conjointement avec les autres pays en développement enclavés, l'État plurinational de Bolivie souscrit au document d'orientation pour la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Vienne. Le représentant de la Bolivie demande instamment aux pays développés de respecter leurs engagements concernant l'accès aux marchés pour les pays en situation particulière. Compte tenu de l'attention portée à la fracture numérique pendant le confinement mondial, il invite également les États Membres à créer des partenariats en vue de faire profiter tout le monde des avantages de l'informatique.

77. **M. Alsharrah** (Koweït) dit que le vif espoir qui entourait l'ouverture de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable a été brisé par la pandémie de COVID-19. Il faut que les institutions internationales, les pays et les entreprises travaillent en coopération et non en concurrence pour développer des vaccins et des thérapies qui devront être mis à la disposition de tous dès qu'ils seront approuvés. Le Koweït, lui-même classé comme un pays en développement à revenu élevé, fournit une assistance au renforcement des capacités de l'OMS, en vue à la fois de répondre à la crise actuelle et de se préparer à de futures épidémies. Le Koweït a jusqu'à présent contribué à hauteur de 290 millions de dollars à la lutte contre le virus et à l'atténuation de ses effets aux niveaux régional et international.

78. En raison de cette crise, il est d'autant plus important que les pays développés respectent leur engagement de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD. Il faut élaborer de nouveaux outils et définir de nouvelles priorités pour relever les défis d'un monde nouveau. Le représentant du Koweït salue les récentes initiatives lancées par le Secrétaire général et

préconise d'envisager le projet de résolution sur l'examen quadriennal complet en tenant compte de la nouvelle normalité.

79. **M. Itegboje** (Nigéria), intervenant par liaison vidéo, dit que la Commission doit œuvrer dans un esprit de collaboration pour relever les nouveaux défis socioéconomiques que représente la pandémie de COVID-19 pour la réalisation des objectifs de développement durable. Dans ces conditions, la délégation nigériane accueille avec intérêt le document d'orientation intitulé « Dette et COVID-19 : une action mondiale et solidaire » et soutient l'appel à la suspension générale du service de la dette tout en maintenant l'accès au crédit pour aider les pays en développement à financer les mesures qu'ils prennent face à la pandémie. Le représentant du Nigéria préconise également une redistribution des droits de tirage spéciaux inutilisés et une réduction du coût des envois de fonds. Ces objectifs sont conformes à l'engagement mondial d'établir un système financier international plus équitable, plus ordonné et plus efficace, qui aide les pays à réaliser leurs priorités de développement.

80. Le Nigéria se reconstruit mieux en diversifiant son économie dans des domaines d'activité autres que le pétrole et le gaz. Le Gouvernement nigérian a lancé un certain nombre d'initiatives en vue de redistribuer les ressources au profit des plus pauvres et des plus vulnérables, notamment un programme de subventions conditionnelles, un programme national d'investissement social, un programme d'aide à la création d'entreprises et d'autonomisation et un programme national de protection sociale. Il apporte également un soutien ciblé aux entreprises pour les aider à surmonter les problèmes posés par la pandémie.

81. Les flux financiers illicites détournent les ressources nécessaires pour répondre aux besoins tant immédiats qu'à long terme. À cet égard, le représentant du Nigéria accueille avec intérêt le rapport d'activité du Groupe de haut niveau sur la responsabilité, la transparence et l'intégrité financières internationales pour la réalisation du Programme 2030 et demande instamment au Groupe de veiller à ce que son rapport final comporte des recommandations qui permettent aux pays de s'attaquer de manière globale au fléau des flux financiers illicites.

82. **M. Annakou** (Libye) déclare que malgré les conditions difficiles dans lesquelles se trouve la Libye, le Ministère libyen du plan a mis en place une Commission nationale pour le développement durable. La Libye a présenté en juillet 2020 son premier examen

national volontaire au forum politique de haut niveau et a souligné à cette occasion ses progrès vers la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable, tout en notant les problèmes auxquels il continuait de faire face en tant que pays touché par un conflit. Le Gouvernement d'entente nationale fait de son mieux pour intégrer les objectifs de développement durable dans ses plans et stratégies au niveau national. Cependant, l'instabilité politique et le manque de sécurité sont des obstacles majeurs, de même que la situation de dépendance de l'économie à l'égard des marchés pétrolier et gazier. La crise de la COVID-19 a ajouté un nouveau problème pour une infrastructure déjà affaiblie par le conflit. Le représentant de la Libye demande à la communauté internationale de fournir à son pays une assistance pour faire face à la pandémie.

83. Pour mettre en œuvre le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba, il faut mobiliser des ressources. Malheureusement, des ressources libyennes ont été acheminées en grandes quantités vers des pays qui offrent des refuges aux flux financiers illicites. Le représentant de la Libye demande à la communauté internationale de prendre des mesures pour en assurer la restitution. En outre, des fonds supplémentaires qui pourraient être mis au service du développement sont gelés depuis 2011 en application de résolutions de l'ONU prévoyant des sanctions. Le représentant de la Libye demande que le gel de ces avoirs soit levé afin qu'ils puissent être investis pour le compte du peuple libyen.

84. La Libye est également un pays de transit pour l'immigration clandestine et le crime organisé. Au lieu de se limiter aux symptômes, la communauté internationale doit traiter les causes profondes de l'immigration clandestine dans les pays d'origine et de destination. Le représentant de la Libye demande aux pays limitrophes de la Libye de renforcer leurs contrôles aux frontières et à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'intensifier la surveillance des sources de financement qui alimentent l'immigration clandestine.

La séance est levée à 13 h 5.